



DIR ATLANTIQUE SYSTÈME DE MANAGEMENT PAR LA QUALITÉ

Management
Production
Support

PROCÉDURE N° PM2-NO-06

Coordination SPS et co-activité

SYSTÈME DE MANAGEMENT PAR LA QUALITÉ

Processus : PM2

Assurer la santé et la sécurité des agents au travail

Service/unité : SG/SP

Date : 28/12/2023

Visa pilote de processus :

signé

Table des matières

1- Objet et périmètre d'application.....	3
2- Textes de référence.....	3
3- Analyse préalable et appréciation du cadre réglementaire.....	4
3.1- Définition des travaux d'entretien courant et de maintenance du réseau routier.....	4
Cas des travaux avec une ou plusieurs entreprises.....	4
3.2- Cas des travaux neufs ou travaux autres que d'entretien courant et maintenance du réseau routier, y compris dans les sites de la DIRA.....	5
3.3- Logigramme général.....	6
4- Coordination SPS.....	7
4.1- L'organisation de la coordination SPS.....	7
4.2- Les modalités de désignation et de suivi.....	8
5- Plans de prévention.....	9
6- INTERVENTIONS SUR INCIDENTS ET ACCIDENTS.....	10
ANNEXE 1 : RISQUES PARTICULIERS.....	11
ANNEXE 2 : TRAVAUX DANGEREUX.....	12
ANNEXE 3 : NOTE DIT DU 12 OCTOBRE 2012.....	14
ANNEXE 4 : INSTRUCTION DIT DU 11 OCTOBRE 2013.....	16

1- OBJET ET PÉRIMÈTRE D'APPLICATION

Cette procédure décrit la manière selon laquelle est maîtrisée la sécurité des travailleurs de la DIRA et des intervenants ou prestataires externes en cas de co-activité sur les chantiers.

Un **chantier** est défini par un ensemble d'interventions sur un périmètre géographique commun dans un laps de temps déterminé.

A titre d'exemples constituent un seul chantier :

- une réfection de chaussée sur une section délimitée, suivie des opérations de signalisation horizontale ;
- un ensemble d'interventions simultanées sur une même section (nettoyage de caniveaux, réparation de glissière et balayage).

Le chantier peut se situer sur un axe routier ou sur un site de la DIRA (bâtiments, dépendances). Il peut concerner une prestation de travaux ou de services (nettoyage, livraison, maintenance, etc.).

La présente procédure doit être mise en application par tout le personnel de la DIRA en charge de la conception, de la préparation et de la réalisation de chantiers ou interventions réalisés sur des sites de la DIRA (réseau routier, dépendances, bâtiments, etc.). Elle doit être prise en compte dès les phases amont d'une opération (études, passation de marchés, etc.)

Seuls sont exclus de la présente procédure les travaux uniquement réalisés en régie par la DIRA sans interférence avec un chantier réalisé par une autre entreprise.

Cas particulier : dans le cas où la prestation d'un intervenant extérieur consiste uniquement à un déchargement ou un chargement, une procédure spécifique s'applique et conduit à la signature d'un protocole de chargement et déchargement.

2- TEXTES DE RÉFÉRENCE

Les textes de référence susceptibles de s'appliquer pour les chantiers organisés à la DIRA sont :

- le décret n°92-158 du 20 février 1992 : il prescrit, selon les cas, l'élaboration d'un plan de prévention par l'entreprise utilisatrice ; ce décret est transcrit dans le code du travail (articles R 4511-1 à R 4514-6) ;
- le décret n°94-1159 du 26 décembre 1994 : il impose au maître d'ouvrage une obligation de coordination SPS ; ce décret est transcrit dans le code du travail (articles R 4532-1 à R4532-98) ;
- l'arrêté du 19 mars 1993 modifié complétant le décret de 1992 sur les travaux dangereux nécessitant obligatoirement un plan de prévention écrit ;
- l'arrêté du 26 avril 1996 qui ajoute le protocole de sécurité pour les opérations de

chargement et déchargement ; cet arrêté est transcrit dans le code du travail (articles R 4515-1 à 4515-11) ;

- l'arrêté du 25 février 2003 complétant le décret de 1994 sur les travaux avec risques particuliers nécessitant un plan général de coordination simplifié.
- La circulaire 96-5 du 10 avril 1996 relative à la coordination sur les chantiers de bâtiment et de génie civil ;
- la note de la DIT du 12 octobre 2012 (annexe 3), qui rappelle les consignes à mettre en œuvre en matière de coordination ;
- l'instruction de la DIT du 11 octobre 2013 (annexe 4) relative à la sécurité des agents vis-à-vis des risques liés à la circulation routière lors de leurs interventions.

3- ANALYSE PRÉALABLE ET APPRÉCIATION DU CADRE RÉGLEMENTAIRE

Les deux notions essentielles à prendre en compte dans le choix des procédures à appliquer en matière de SPS sont :

- la nature du chantier ou de la prestation ;
- le risque de co-activité qui en découle.

3.1- Définition des travaux d'entretien courant et de maintenance du réseau routier

La nature de ces travaux est fixée au dernier paragraphe du 2.3 de la circulaire du 10 avril 1996.

Ces travaux concernent :

- les travaux d'entretien et de maintenance sur le réseau, fauchage, élagage, salage, déneigement ;
- le transbordement des marchandises ;
- les interventions isolées pour études (relevés de terrain, géomètres, laboratoires routiers, balisage de voie pour signalisation, etc.) ;
- l'entretien des réseaux d'assainissement, le nettoyage des équipements routiers, le nettoyage des abords, les réparations de glissières ;
- la réfection, l'entretien ou la maintenance de très faible importance où le risque né de l'exploitation est le risque principal alors que celui de co-activité, généré par les travaux envisagés, est accessoire.

Cas des travaux avec une ou plusieurs entreprises

Si les travaux d'entretien ou de maintenance sont réalisés par une seule entreprise, sans que la DIRA intervienne activement sur le chantier, il sera requis un plan de prévention, que les travaux soient dangereux ou pas, au sens de l'arrêté du 19 mars 1993 (annexe 2) (voir paragraphe 5 de la présente procédure).

Dans le cas de l'intervention simultanée d'une entreprise et de la DIRA (en balisage ou en

travaux régie) le décret du 20 février 1992 impose la rédaction d'un plan de prévention (voir paragraphe 5 de la présente procédure).

Dans le cas de l'intervention simultanée de deux entreprises ou plus et de la DIRA (pour le balisage ou pour des travaux en régie) la note de la DIT de 2012 impose la désignation d'un coordonnateur SPS. Le décret du 26 décembre 1994 (coordination SPS) est alors applicable (voir paragraphe 4 de la présente procédure).

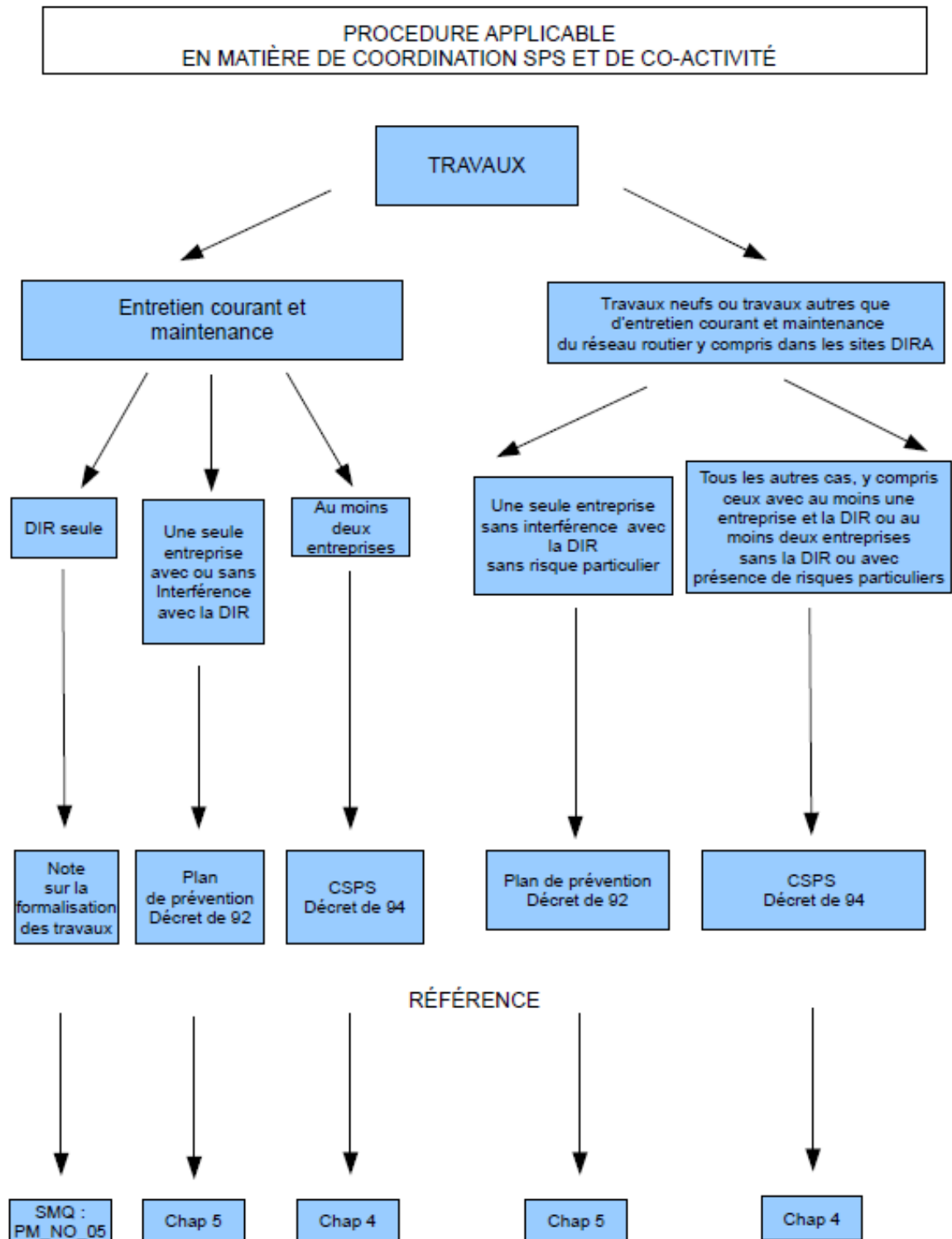
3.2- Cas des travaux neufs ou travaux autres que d'entretien courant et maintenance du réseau routier, y compris dans les sites de la DIRA

Tout chantier réalisé par une seule entreprise (sans sous traitant) sans interférence avec la DIRA et sans risques particuliers est exclu du champ du décret du 26 décembre 1994 et reste soumis au décret du 20 février 1992 (plan de prévention).

Tous les autres chantiers sont soumis à coordination SPS :

- ceux faisant intervenir au moins une entreprise et la DIRA ;
- ceux faisant intervenir au moins deux entreprises sans la DIRA ;
- ceux comportant des risques particuliers définis par l'arrêté du 25 février 2003 (voir annexe 1).

3.3- Logigramme général



4- COORDINATION SPS

4.1- L'organisation de la coordination SPS

Le coordonnateur SPS est désigné par le maître d'ouvrage et agit sous sa responsabilité.

Les missions du coordonnateur SPS dépendent de l'importance de l'opération, définie par le montant des travaux et le nombre d'hommes jours affectés au chantier.

Par mesure de simplification, le choix de la catégorie de coordination sera effectué sur la base du montant des travaux à l'entreprise uniquement. Les seuils suivants sont applicables :

- **Catégorie 1** : chantier de plus de 4 000 000 € ;
- **Catégorie 2** : chantier de plus de 300 000 € TTC et de moins de 4 000 000 € TTC ;
- **Catégorie 3** : chantier de moins de 300 000 € TTC.

En règle générale, les travaux de la DIRA sont de catégorie 2 ou de catégorie 3 (avec ou sans risques particuliers au sens de l'arrêté du 25 février 2003). Certaines opérations particulières de modernisation peuvent relever de la catégorie 1.

Le déroulement d'une mission SPS suivra la trame suivante :

Pour une opération de catégorie 3 :

- le coordonnateur SPS est désigné lors de la préparation du chantier ; il est alors tenu d'ouvrir un **registre journal de coordination** (RJC), d'assister le maître d'œuvre dans les études, de préparer le **dossier d'intervention ultérieure sur ouvrage** (DIUO) ;
- le coordonnateur SPS doit procéder à une **inspection commune** avec chaque entreprise, et le cas échéant, avec la DIRA et dresser un compte-rendu ; le maître d'œuvre doit veiller à leur réalisation effective ;
- durant tout le chantier, le coordonnateur SPS effectue des **visites avec compte-rendu**, tient à jour le RJC ;
- à la fin du chantier, le coordonnateur SPS finalise le DIUO qu'il transmet au maître d'ouvrage. Le RJC est conservé 5 ans par le coordonnateur SPS.

De plus, pour une opération de catégorie 3 avec risques particuliers, le coordonnateur doit produire un **plan général de coordination** (PGC) et les entreprises doivent établir un **plan particulier de sécurité et de protection de la santé** (PPSPS) dans les mêmes conditions que pour la catégorie 2 (cf ci-dessous).

Pour une opération de catégorie 2 :

- le coordonnateur SPS est désigné dès le début de la phase de conception. Il est alors tenu d'ouvrir un **registre journal de coordination** (RJC), d'assister le maître d'œuvre dans les études, de préparer le **dossier d'intervention ultérieure sur ouvrage** (DIUO), de dresser le **plan général de coordination** (PGC) à joindre au **DCE** pour les chantiers objets d'un marché spécifique. Pour les chantiers réalisés

dans le cadre d'un marché à bon de commande, le PGC doit être transmis à l'entreprise au plus tard en même temps que la notification du bon de commande.

- Un mois avant le démarrage des travaux, le **maître d'ouvrage transmettra la déclaration préalable** à l'inspection du travail, la CARSAT et l'OPPBTP.
- En phase travaux, le coordonnateur SPS doit mettre à jour le PGC qui sert de base à l'élaboration du **plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS) des entreprises** et, le cas échéant, de celui de la DIRA. Ce dernier doit être réalisé au moins un mois avant le démarrage des travaux. Il convient donc d'associer le coordonnateur SPS suffisamment en amont du chantier pour qu'il puisse transmettre le PGC dans les délais. Le maître d'œuvre veillera à la bonne transmission des documents permettant une mise en œuvre correcte de la prévention.
- Le coordonnateur SPS doit procéder à une **inspection commune** avec chaque entreprise, et le cas échéant, avec la DIRA et dresser un compte-rendu. Le maître d'œuvre doit veiller à leur réalisation effective. Le coordonnateur SPS instruit les PPSPS des entreprises et, le cas échéant, celui de la DIRA.
- Durant tout le chantier, le coordonnateur SPS effectue des **visites avec compte-rendu**, tient à jour le RJC, met à jour le PGC.
- À la fin du chantier, le coordonnateur SPS finalise le DIUO qu'il transmet au maître d'ouvrage. Le maître d'ouvrage conserve le PGC 5 ans après réception de l'ouvrage et le DIUO sans limitation de temps. Le RJC est conservé 5 ans par le coordonnateur SPS.

Pour une opération de catégorie 1 :

- En complément des missions retenues pour une catégorie 2, qui restent applicables, le coordonnateur doit constituer un **Collège Inter-entreprises Sécurité Santé et des Conditions de Travail**, en définir la composition, le règlement intérieur et le réunir périodiquement tout au long du chantier.

4.2- Les modalités de désignation et de suivi

Les opérations sous maîtrise d'ouvrage DIRA peuvent être déclinées en deux catégories :

- **les opérations déclinées au contrat de gestion conduites par les districts :**

La désignation du coordonnateur fait l'objet d'un bon de commande dans le cadre du marché de coordination SPS niveau 2 et 3.

La responsabilité de la désignation du CSPS, le choix de la catégorie, et les obligations qui en découlent incombent, en application des dispositions de la présente procédure, au chef de district ou un de ses délégataires nommément désigné par lui.

- **les autres opérations (en général pilotées par la MIMO, le SIEER voire le SG pour les opérations immobilières) :**

La désignation du coordonnateur fait l'objet d'un bon de commande dans le cadre du marché de coordination SPS niveau 2 et 3, ou d'un marché particulier pour les opérations de catégorie 1 ou les opérations immobilières.

La responsabilité de la désignation du CSPS, le choix de la catégorie, et les obligations qui en découlent, en application des dispositions de la présente procédure, sont du ressort du chef de service ou sont définis dans le plan qualité de l'opération (PQO) quand l'opération en dispose.

Une fois le coordonnateur nommé, il convient de s'assurer qu'il réalise sa mission conformément à la réglementation et à ses obligations et lui donner les moyens de les accomplir.

Le responsable de la mission de coordination, avec l'appui de l'ensemble des intervenants dans l'opération (équipe chargée du pilotage opérationnel notamment) doit :

- s'assurer de sa désignation en temps et en heure pour lui donner le temps d'assurer ses missions de préparation du chantier ;
- lui donner l'ensemble des informations sur la nature du chantier et ses conditions d'exécution ;
- l'inviter aux réunions de préparation et aux réunions de chantier ;
- lui communiquer en temps réel les coordonnées des entreprises devant intervenir sur le chantier (sous traitants notamment) ;
- assurer un suivi de la réalisation des inspections préalables, de la production des PPSPS, par les entreprises et de leur validation par le coordonnateur (si la catégorie le justifie) ;
- s'assurer de la bonne tenue du registre journal par le CSPS ;
- lui donner les moyens d'intervention auprès des entreprises si elles ne respectent pas leurs obligations (ordres de service, interruption de chantier, etc.) si nécessaire.

Comme pour la réalisation des travaux, il convient, avant de certifier le service fait et procéder au règlement de ses prestations, de s'assurer qu'il a rempli ses missions conformément à ses obligations. De plus, en cas de défaillances du CSPS constatées au cours de l'exécution du chantier, le responsable de la mission de coordination doit lui signifier formellement ces manquements, lui rappeler ses obligations et en assurer la traçabilité afin d'assurer la protection juridique de la DIRA.

5- PLANS DE PRÉVENTION

Préalablement à l'exécution de l'opération, le chef de l'entreprise intervenant sur le site de la DIRA ou son représentant doit procéder à **une inspection commune** de la zone d'intervention avec le responsable local de la DIRA ou son représentant. Le responsable local de la DIRA peut se faire assister du correspondant sécurité-prévention local pour cette inspection.

C'est à l'occasion de l'inspection commune des lieux de travail avec le responsable local de la DIRA que le responsable d'entreprise recense les zones d'intervention, les zones de danger et les zones de circulation. Cette inspection sert également à recueillir les éléments nécessaires pour effectuer une analyse des risques pouvant résulter de l'interférence entre les activités, les installations et matériels.

Lorsque ces risques existent, le responsable d'entreprise et le responsable local de la DIRA arrêtent, d'un commun accord, et avant le début des travaux, les mesures qui doivent être prises par l'entreprise en vue de prévenir ces risques.

Ces mesures sont intégrées au plan de prévention. Le responsable local de la DIRA peut se faire assister du correspondant sécurité-prévention local pour la rédaction de ce plan.

Le responsable local de la DIRA doit informer, en préalable à l'intervention, les agents de la DIR travaillant sur le site des mesures retenues dans le plan de prévention.

Le chef de l'entreprise extérieure doit, avant le début des travaux et sur le lieu même de leur exécution, faire connaître à l'ensemble des salariés qu'il affecte à ces travaux les dangers spécifiques auxquels ils sont exposés et les mesures prises pour les prévenir.

Pendant l'exécution des opérations, l'entreprise met en œuvre les mesures prévues par le plan de prévention. Le responsable local de la DIRA s'assure auprès de l'entreprise extérieure que les mesures décidées sont exécutées.

Si de nouveaux salariés sont affectés à l'exécution des travaux en cours d'opération, ou si les modalités d'intervention sont modifiées, le chef de l'entreprise extérieure doit en informer le responsable local de la DIRA et actualiser le plan de prévention en conséquence, avant le démarrage de l'intervention.

En cas de non-respect du plan de prévention, le responsable local de la DIRA doit interrompre l'intervention.

Le plan de prévention est tenu, pendant toute la durée de l'opération, à la disposition de l'inspecteur du travail, de l'ISST (inspecteur santé et sécurité au travail), des membres de la formation spécialisée, du médecin de prévention, et de l'unité sécurité-prévention.

La responsabilité de la rédaction du plan de prévention et les obligations qui en découlent incombent, en application des dispositions de la présente procédure, au chef de district ou de service, ou un de ses délégués nommément désigné par lui.

6- INTERVENTIONS SUR INCIDENTS ET ACCIDENTS

Les interventions lors d'accidents ou incidents de circulation visant au rétablissement de la circulation tel que le balisage ou le nettoyage des chaussées sont exclues des dispositions de la présente procédure. Il est toutefois convenu de se conformer aux protocoles d'intervention dans les départements dans lesquelles les préfetures les ont mis en place, ou les protocoles inter-services le cas échéant.

Si une entreprise sous marché DIRA intervient dans ce cadre, il convient de se rapporter au plan de prévention annuel déjà prévu, et, le cas échéant, de prévoir dans ces plans de prévention un chapitre consacré aux interventions sur incidents et accidents.

ANNEXE 1 : RISQUES PARTICULIERS

L'article 1^{er} de l'arrêté du 25 février 2003 pris pour l'application de l'article L. 235-6 du code du travail fixant une liste de travaux comportant des risques particuliers pour lesquels un plan général simplifié de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé est requis, stipule que :

« La liste des travaux comportant des risques particuliers pour lesquels un plan général simplifié de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé est requis en application de l'article R. 238-25-1 ou de l'article R. 238-25-2 du code du travail est fixée ci après :

1° Travaux présentant des risques particulièrement aggravés, par la nature de l'activité ou des procédés mis en œuvre ou par l'environnement du poste de travail ou de l'ouvrage exposant les travailleurs :

- à des risques de chute de hauteur de plus de 3 mètres, au sens de l'article 5 du décret du 8 janvier 1965 susvisé ;

- à un risque d'ensevelissement ou d'enlèvement ;

2° Travaux exposant les travailleurs à des substances chimiques ou à des agents biologiques nécessitant une surveillance médicale au sens de l'article R. 241-50, ou de l'article 32 du décret du 11 mai 1982 susvisé, ainsi que des articles R. 231-56-11-I et R. 231-65-I ;

3° Travaux de retrait ou de confinement de l'amiante friable, au sens du décret du 7 février 1996 susvisé ;

4° Travaux exposant à des radiations ionisantes en zone contrôlée ou surveillée en application de l'article 23 du décret du 2 octobre 1986 ou de l'article 15 du décret du 28 avril 1975 susvisé ;

5° Travaux exposant les travailleurs au contact de pièces nues sous tension supérieure à la très basse tension (TBT) et travaux à proximité des lignes électriques de HTB aériennes ou enterrées ;

6° Travaux exposant les travailleurs à un risque de noyade ;

7° Travaux de puits, de terrassements souterrains, de tunnels, de reprise en sous œuvre

8° Travaux en plongée appareillée ;

9° Travaux en milieu hyperbare ;

10° Travaux de démolition, de déconstruction, de réhabilitation, impliquant les structures porteuses d'un ouvrage ou d'une partie d'ouvrage d'un volume initial hors œuvre supérieur à 200 mètres cubes ;

11° Travaux comportant l'usage d'explosifs ;

12° Travaux de montage ou de démontage d'éléments préfabriqués lourds au sens de l'article 170 du décret du 8 janvier 1965 susvisé ;

13° Travaux comportant le recours à des appareils de levage d'une capacité supérieure à 60 t/m, tels que grues mobiles ou grues à tour. »

ANNEXE 2 : TRAVAUX DANGEREUX

L'article 1^{er} de l'arrêté du 19 mars 1993 fixant, en application de l'article R. 4512-7 du code du travail, la liste des travaux dangereux pour lesquels il est établi par écrit un plan de prévention stipule que :

« Un plan de prévention est établi par écrit dans les conditions prévues au deuxième alinéa de l'article R. 237-8 du code du travail pour les travaux dangereux ci-après énumérés :

- 1. Travaux exposant à des rayonnements ionisants.*
- 2. Travaux exposant à des substances et préparations explosives, comburantes, extrêmement inflammables, facilement inflammables, très toxiques, toxiques, nocives, cancérogènes, mutagènes, toxiques vis-à-vis de la reproduction, au sens de l'article R. 231-51 du code du travail.*
- 3. Travaux exposant à des agents biologiques pathogènes.*
- 4. Travaux effectués sur une installation classée faisant l'objet d'un plan d'opération interne en application de l'article 17 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié.*
- 5. Travaux de maintenance sur les équipements de travail, autres que les appareils et accessoires de levage, qui doivent faire l'objet des vérifications périodiques prévues à l'article R. 233-11 du code du travail, ainsi que les équipements suivants :*
 - véhicules à benne basculante ou cabine basculante ;*
 - machines à cylindre ;*
 - machines présentant les risques définis aux deuxième et troisième alinéas de l'article 233-29 du code du travail.*
- 6. Travaux de transformation au sens de la norme NF P 82-212 sur les ascenseurs, monte-charge, escaliers mécaniques, trottoirs roulants et installations de parcage automatique de voitures.*
- 7. Travaux de maintenance sur installations à très haute ou très basse température.*
- 8. Travaux comportant le recours à des ponts roulants ou des grues ou transtockeurs.*
- 9. Travaux comportant le recours aux treuils et appareils assimilés mus à la main, installés temporairement au-dessus d'une zone de travail ou de circulation.*
- 10. Travaux exposant au contact avec des pièces nues sous tension supérieure à la T.B.T.*
- 11. Travaux nécessitant l'utilisation d'équipements de travail auxquels est applicable l'article R. 233-9 du code du travail.*
- 12. Travaux du bâtiment et des travaux publics exposant les travailleurs à des risques de chute de hauteur de plus de 3 mètres, au sens de l'article 5 du décret n° 65-48 du 8 janvier 1965.*

- 13. Travaux exposant à un niveau d'exposition sonore quotidienne supérieure à 90 dB (A) ou à un niveau de pression acoustique de crête supérieure à 140 dB.*
- 14. Travaux exposant à des risques de noyade.*
- 15. Travaux exposant à un risque d'ensevelissement.*
- 16. Travaux de montage, démontage d'éléments préfabriqués lourds, visés à l'article 170 du décret n ° 65-48 du 8 janvier 1965.*
- 17. Travaux de démolition.*
- 18. Travaux dans ou sur des cuves et accumulateurs de matière ou en atmosphère confinée.*
- 19. Travaux en milieu hyperbare.*
- 20. Travaux nécessitant l'utilisation d'un appareil à laser d'une classe supérieure à la classe 3 A selon la norme NF EN 60825 ;*
- 21. Travaux de soudage oxyacétylénique exigeant le recours à un permis de feu. »*

ANNEXE 3 : NOTE DIT DU 12 OCTOBRE 2012



MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE, DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DE L'ÉNERGIE

Direction générale des Infrastructures, des Transports
et de la Mer
Direction des infrastructures de transport

Secrétariat Général
Direction des Ressources humaines

Paris, le 12 OCT. 2012

Note

à

Messieurs les Directeurs interdépartementaux des
routes

Nos réf. :

Affaire suivie par : Alain Costille - DIT/GRT

Alain.Costille@developpement-durable.gouv.fr

Tél. 01 40 81 19 38

Corinne ARNOUX – DRH/PSPP1

Corinne.Arnaud@developpement-durable.gouv.fr

Tél. 01 40 81 74 37

Objet : Coordination CSPA

Afin d'améliorer la prévention des accidents du travail, le législateur a défini, en matière de santé et de sécurité au travail, des obligations tant de l'employeur qu'au travailleur (article L.4121-1 et suivant du code du travail), déclinées selon les risques liés à certaines activités ou opérations.

Parallèlement, pour diminuer l'occurrence des accidents et leur gravité, et dans le cadre de la transposition de la directive 92/57/CEE du 24 juin 1992, la loi n°93-1418 du 31 décembre 1993 et son décret d'application n°94-1159 ont prescrit des règles en matière de coordination de sécurité au cours des opérations de bâtiments et de génie civil.

Des circulaires ont par la suite été prises pour apporter les précisions nécessaires à la mise en œuvre de cette nouvelle réglementation, par le ministère en charge de l'équipement, d'une part (circulaire du 11 janvier 1996) et par le ministère du travail, d'autre part (circulaire DRT n°96-5 du 10 avril 1996).

Or, l'évolution des modalités d'intervention sur chantier couplée à la complexité des textes a rendu difficile leur application ; en effet, diverses interprétations demeurent possibles quant au champ d'application des textes.

Ces difficultés d'interprétation et de mise en œuvre correcte de la réglementation relative à la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé nécessitent de la part de notre



Présent
pour
l'avenir

www.developpement-durable.gouv.fr

Tour Pascal A – 92055 La Défense cedex – Tél : 33 (0)1 00 00 00 00 – Fax : 33 (0)0 00 00 00 01

ministère un réexamen de sa circulaire d'application, dans le cadre d'une démarche plus globale de réflexion avec le ministère du travail.

C'est pourquoi, dans un souci de précaution, dans l'attente du lancement de cette réflexion interministérielle, il vous est demandé d'appliquer les consignes suivantes.

Pour chaque chantier, vous pratiquerez systématiquement une analyse des modalités de réalisation du chantier comportant une évaluation des risques.

Pour les travaux entrant dans le champ d'application de la circulaire 96-5, relative à la coordination sur les chantiers de bâtiment et de génie civil, prise par le ministre du travail et des affaires sociales le 10 avril 1996, vous désignerez, dès la phase de conception, un coordonnateur en matière sécurité et de protection de la santé (coordonnateur SPS) quand une co-activité est possible, qu'il s'agisse d'entreprises ou de sous-traitants d'entreprises pouvant intervenir sur le chantier, ou de personnel d'exploitation susceptibles d'intervenir simultanément, hors opérations de contrôle d'exécution.


Pour les travaux exclus du champ d'application de la circulaire 96-5 du 10 avril 1996 précitée vous appliquerez également la même règle que ci-dessus, sauf quand les travaux exclus sont réalisés par une seule entreprise avec un balisage réalisé par le personnel d'exploitation de la direction interdépartementale des routes (DIR). Dans ce dernier cas, un plan de prévention est requis.

Ainsi, à titre d'illustration, il est nécessaire de procéder à la désignation d'un coordonnateur SPS dans le cas où interviennent simultanément et en un même lieu une entreprise d'élague, une entreprise qui répare des glissières et du personnel d'exploitation de la DIR qui assure le balisage ; en revanche, un plan de prévention doit être élaboré quand un chantier de réparation de glissières est exécuté par une seule entreprise avec un balisage effectué par le personnel d'exploitation de la DIR.

Enfin, les activités en régie pure relèvent de l'application du document unique d'évaluation des risques professionnels (DUERP).

Nous vous demandons de nous faire connaître toute difficulté d'application sous le double timbre de la DRH et de la DIT.

La Directrice des Ressources humaines


Hélène EYSSARPIER

Le Directeur des infrastructures de transport


Christophe SAINTILLAN

ANNEXE 4 : INSTRUCTION DIT DU 11 OCTOBRE 2013



MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE, DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DE L'ÉNERGIE

*Direction générale des infrastructures, des transports
et de la mer*

La Défense, le 11 OCT. 2013

Direction des infrastructures de transport

*Sous-direction de la gestion du réseau routier
non concédé et du trafic*

INSTRUCTION

à

Messieurs les Directeurs interdépartementaux
des routes

Messieurs les directeurs
DEAL de Guyane et de Mayotte
DTAM de Saint-Pierre et Miquelon

Nos réf. : DEP2013-717
Affaire suivie par : Alain COSTILLE
alain.costille@developpement-durable.gouv.fr
Tél. : 01 40 81 10 52 - Fax : 01 40 81 19 30
Courriel : Grt.Gm.Dit.Dgitm@developpement-durable.gouv.fr

Objet : Sécurité des agents vis-à-vis des risques liés à la circulation routière lors de leurs interventions.

1) Préambule

La préservation de la santé et la sécurité des personnels est une des toutes premières priorités du ministère.

Dans l'exercice de leurs missions et travaux d'entretien ou d'exploitation de la route, les personnels des services routiers de l'État encourent des risques lors de leurs interventions sous circulation ; en effet, les usagers de la route représentent un danger important qui malheureusement a engendré des accidents graves et endeuillé trop souvent notre ministère.

L'amélioration de la sécurité des personnels lors de leurs interventions constitue donc, pour l'ensemble de la chaîne hiérarchique, un impératif, pour lequel l'application des textes réglementaires relatifs à l'hygiène, à la sécurité et aux conditions de travail est fondamentale.

La présente instruction qui s'inscrit dans une démarche nationale globale comportant des actions de communication vers les usagers de la route, le développement de prototypes et des réflexions sur l'évolution du Code de la Route, vient en complément de ces textes, en rappelle les principes essentiels et présente, en annexe, les démarches entreprises dans les services.



2) Principes essentiels devant guider l'action des services vis-à-vis de la sécurité des agents

a) Le document unique d'évaluation des risques professionnels (DUERP) : fondement de la politique de prévention

L'évaluation des risques professionnels est un préalable nécessaire à l'élaboration de la politique de prévention, d'hygiène et de sécurité du service ; le DUERP est, à cet égard, un document global, qui lui sert de base.

Son élaboration, par une équipe pluridisciplinaire compétente, formée à cet effet, constitue un moment important de dialogue au sein du service. Cela doit également être le cas lors de la mise à jour annuelle qui doit donner lieu, au-delà des ajustements nécessaires, à une nouvelle évaluation des risques professionnels intégrant les retours d'expérience de tous les accidents, des presque-accidents, des rapports des inspecteurs santé et sécurité au travail (ISST) ainsi que les éventuelles nouvelles situations de travail.

Chaque mise à jour du DUERP et du plan de prévention du service doit constituer une occasion pour entreprendre des actions permettant la bonne appropriation, par tous les personnels, du document et des actions mises en œuvre et de dresser le bilan de ces dernières.

L'équipe médicale de prévention ainsi que l'inspecteur de la santé et de la sécurité au travail sont associés pour apporter leur expertise et leurs conseils.

b) Les dossiers d'organisation du travail

Les dossiers d'organisation du travail, tels le dossier d'organisation de la viabilité hivernale (DOVH) ou le dossier d'organisation des interventions sur accident par exemple, doivent être soumis au comité technique (CT) de proximité ainsi qu'au comité hygiène, sécurité et conditions de travail (CHSCT) de proximité dans la mesure où ces organisations de travail peuvent avoir des conséquences sur les conditions de travail. Il doivent faire l'objet d'une diffusion soutenue, avec formations associées. Des bilans annuels doivent être dressés et présentés au comité hygiène, sécurité et conditions de travail (CHSCT). Ces bilans sont l'occasion d'éventuelles révisions et de la mise en œuvre de plans d'actions.

c) La préparation des chantiers

Tous les chantiers, qu'ils soient réalisés en régie ou à l'entreprise, doivent faire l'objet d'analyses à un niveau de détail adapté pour identifier les dangers potentiels et procéder à une évaluation des risques associés. C'est à cette occasion que doivent être définis l'organisation du travail la mieux adaptée privilégiant la sécurité des agents, le matériel adéquat, la signalisation la plus appropriée et que doivent être vérifiées les habilitations et autorisations des agents. Lorsqu'un balisage est prévu, il doit être procédé à la vérification des zones d'ombre dont l'identification doit avoir été réalisée sur la totalité du réseau routier concerné ainsi qu'à l'identification des accès susceptibles de servir aux secours.

Cette préparation des chantiers doit donner lieu, de manière systématique, à une formalisation écrite validée par le niveau hiérarchique requis et à une présentation aux équipes concernées. Lorsque cela est pertinent, les accès disponibles doivent être portés à la connaissance des forces de l'ordre et des services de secours.

De plus, la maintenance du balisage doit faire l'objet d'un suivi formalisé.

Chaque service doit procéder à la cartographie des cheminements d'accès aux équipements du réseau nécessitant des interventions de maintenance (équipements dynamiques, coffrets électriques, ...). L'objectif est d'identifier les cheminements d'accès les plus sûrs en particulier en l'absence de refuge. En cas d'inexistence d'un accès sécurisé, les modalités d'intervention doivent être adaptées pour assurer la meilleure sécurité possible aux agents.



Par ailleurs, des dispositions spécifiques doivent être prises en cas de co-activité par la désignation d'un coordonnateur sécurité et protection de la santé ou la mise en œuvre de plans de prévention.

La note conjointe DRH-DIT du 12 octobre 2012 relative à la co-activité rappelle l'analyse systématique des modalités de réalisation du chantier avec l'évaluation des risques et donne les consignes relatives à la coordination sur les chantiers et aux plans de prévention.

d) Les interventions d'urgence

- a acquis les connaissances nécessaires pour réaliser l'activité,
- a reçu les consignes de son service,
- est en possession des équipements de protection individuelle (EPI),
- est capable et apte (physiquement et médicalement) à réaliser l'activité.

L'habilitation concerne le domaine électrique et le niveau d'habilitation définit les missions pouvant être réalisées.

Les autorisations sont délivrées pour une durée limitée et peuvent être supprimées ou suspendues à tout moment par l'employeur lorsque les conditions requises pour leur attribution ne sont plus remplies.

Dans tous les cas, un document est remis à l'agent bénéficiant d'une habilitation ou d'une autorisation.

g) La connaissance de l'accidentalité

Tous les accidents du travail doivent être saisis dans le logiciel Causalis pour permettre les bilans nécessaires à l'amélioration de la connaissance, à la mise à jour du DUERP et au partage d'expérience.

Comme l'a rappelé la note du 15 avril 2013 à laquelle était jointe un guide méthodologique « Accidents : informer et enquêter », les accidents de travail et de service, répétitifs, graves ou mortels doivent faire l'objet d'une enquête de prévention conduite par une commission. Les conclusions de cette commission doivent être formalisées par écrit, donner lieu, le cas échéant, à une mise à jour immédiate du DUERP et présentées au CHSCT.

Le bilan annuel des accidents, des recommandations des commissions et des actions mises en œuvre doit être transmis à la direction des ressources humaines et à la direction des infrastructures de transport.

h) Les mesures immédiates d'accompagnement en cas d'accident

En cas d'accident lié à la circulation routière, les services doivent mettre en œuvre des mesures d'accompagnement pour les agents concernés et leurs collègues. L'existence de ces mesures ainsi que leur mode d'accès doivent être portés à la connaissance de l'ensemble des personnels, en particulier le soutien psychologique qui peut leur être proposé.

i) Le maintien de la vigilance à l'égard de la sécurité

Le maintien de la vigilance de tous à l'égard des risques liés à la circulation routière lors des interventions nécessite d'organiser la communication et l'appropriation de ce sujet. En particulier, les notes de service doivent être bien communiquées aux agents concernés et les moments consacrés au maintien de la vigilance à l'égard de la sécurité doivent constituer des occasions de rappeler les consignes de sécurité et les mesures de prévention.

De plus, ces notes doivent être classées et rester accessibles dans chaque centre d'entretien et d'intervention.

A titre d'exemple, sont citées ci-après des mesures qui peuvent être mises en œuvre de manière complémentaire :

- les « trois minutes de sécurité » chaque matin, en CEI
- le quart d'heure de sécurité chaque semaine en CEI et en district
- le message mensuel « sécurité - prévention »



j) La sensibilisation des usagers aux risques encourus par les agents

En déclinaison des campagnes nationales de communication, et en complément à la communication relative aux chantiers, les services doivent mettre en œuvre des mesures de sensibilisation des usagers aux risques qu'ils font courir aux agents en intervention sur le domaine routier, en particulier par l'intermédiaire des médias locaux ou des centres de formation des conducteurs.

3) Développement des bonnes pratiques

À l'issue du groupe de travail sur l'accidentalité dans les services routiers mis en place par le CHSCT ministériel, cinq thèmes ont été identifiés :

- Ballisage
- Préparation des chantiers
- Entretien des dépendances
- Entretien – réparation d'équipements
- Surveillance des chantiers

Pour chacun des thèmes, des fiches sont jointes à la présente instruction. Elles présentent les démarches conduites dans certains services. Ces démarches doivent être entreprises dans tous les services concernés.

4) Mise en œuvre de la circulaire par les services

Je vous demande de présenter cette instruction à votre CHSCT et d'en définir avec lui les suites qui doivent être données, tant sur l'application des principes généraux et des règles que sur les démarches mentionnées à l'article 3) ci-dessus.

Vous transmettez, avant la fin de l'année, à la fois à la direction des ressources humaines et à la direction des infrastructures de transport, la synthèse des premières suites décidées à l'issue du CHSCT avec leur calendrier de réalisation.

D'autre part, dans un souci d'amélioration continue, vous transmettez chaque année un bilan des actions entreprises comportant, le cas échéant, de nouvelles fiches qui pourront enrichir le recueil des bonnes pratiques.

Ces principes concernent tous les agents et tous les cadres. Leur bonne application doit engager chacun, sous votre conduite et votre responsabilité.

Le Directeur général des infrastructures,
des transports et de la mer

Bruno

Le Secrétaire général

Vincent MAZAURIC